



## **A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-12 du 24 mars 2023

# SOMMAIRE

## Commerce et sanctions

1. L'administration Biden poursuit les négociations de l'IPEF en Indonésie tandis que le Congrès demande plus de transparence
2. Les échanges commerciaux et les flux d'investissements transatlantiques ont atteint des records en 2022 selon les représentants du secteur privé américain en Europe
3. Des sénateurs introduisent deux propositions de loi visant la Chine

## Climat – énergie – environnement

4. Le Secrétaire adjoint à l'énergie des États-Unis se déplace en Amérique du Sud pour approfondir les collaborations énergétiques avec le Brésil, le Chili et l'Argentine
5. La Californie s'apprête à exiger la transparence sur la fixation des tarifs des carburants

## Industrie

6. Le Département américain du Commerce précise les « garde-fous pour la sécurité nationale » de son programme CHIPS for America

## Distribution et divertissement

7. Quatre groupes de parfumerie, dont l'américain International Flavors & Fragrances, font l'objet d'une enquête antitrust coordonnée

## Agriculture et industrie agroalimentaire

8. Auditionné par la Commission agricole du Sénat, Tom Vilsack a défendu son bilan et réaffirmé son engagement pour les petites et moyennes exploitations agricoles

## Numérique et innovation

9. La FTC se penche sur l'action des plateformes en matière de lutte contre la fraude à la publicité en ligne, ainsi que sur les pratiques commerciales des fournisseurs de Cloud
10. Le CEO de TikTok se défend lors d'une audition au Congrès

## Santé

11. Illumina subit une forte pression de la part de ses investisseurs pour renoncer à la fusion avec Grail
12. Moderna justifie le prix de son vaccin devant la Chambre des représentants

*Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).*

# Commerce et sanctions

## 1. L'administration Biden poursuit les négociations de l'IPEF en Indonésie tandis que le Congrès demande plus de transparence

Le Département du Commerce (DoC) et le bureau du Représentant au Commerce (USTR) américains ont [participé](#) au second cycle de négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF), qui s'est tenu à Bali, en Indonésie, du 13 au 19 mars. En amont de ces négociations, l'USTR a circulé la proposition américaine pour les chapitres sur le droit du travail, l'environnement, le commerce numérique et l'assistance technique du pilier I (commerce) de l'IPEF. Pour mémoire, les propositions des États-Unis pour les chapitres sur la facilitation des échanges, l'agriculture, la réglementation des services, la transparence et les bonnes pratiques réglementaires du pilier I avaient été circulées lors du premier cycle de négociations qui s'était tenu en Australie en décembre 2022, ainsi que des textes couvrant les piliers II (chaines de valeur) et IV (économie juste) [voir [Flash Accents du 16 décembre 2022](#)]. La proposition de texte américaine sur le pilier III (économie propre) avait été partagée en amont du cycle spécial de négociations de New Delhi en février dernier.

Lors de ce second cycle à Bali, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont conjointement proposé un texte sur l'inclusivité.

En marge des négociations, la délégation américaine a tenu des sessions d'information avec les équipes des membres du Congrès et d'autres parties prenantes. Néanmoins, lors d'une [conférence](#) organisée par le think tank *Rething Trade* le 15 mars, le Représentant démocrate M. Takano (Californie) a appelé à davantage de « transparence » de la part de l'administration et d'« implication » du Congrès dans les négociations de l'IPEF. Des demandes similaires ont également été exprimées par plusieurs sénateurs, démocrates comme républicains, lors d'une [audition](#) de l'USTR K. Tai par la Commission des finances du Sénat le 23 mars.

Le troisième cycle de négociations de l'IPEF se tiendra en mai à Singapour.

## 2. Les échanges commerciaux et les flux d'investissements transatlantiques ont atteint des records en 2022 selon les représentants du secteur privé américain en Europe

Selon un rapport conjoint [publié](#) le 20 mars par l'*American Chamber of Commerce to the EU* et l'*US Chamber of Commerce*, les échanges commerciaux et les flux d'investissements entre les États-Unis et l'Union européenne ont atteint des records en 2022, malgré les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les conséquences de la guerre en Ukraine. Les échanges transatlantiques de biens ont en effet atteint le record de 1 200 Md\$, tandis que les revenus des filiales américaines en Europe étaient estimés à 325 Md\$, et ceux des filiales européennes aux États-Unis à 150 Md\$. La Vice-Présidente de l'*US Chamber*, M. Chorlins, a [souligné](#) que la relation transatlantique était « la plus importante relation commerciale du monde », tout en appelant à « renforcer ces liens, éviter les politiques discriminatoires, particulièrement dans la sphère du numérique, et élaborer des approches collaboratives sur les sujets clés tels que la transition verte et les pratiques anticoncurrentielles de la Chine ».

## 3. Des sénateurs introduisent deux propositions de loi visant la Chine

Le 16 mars, les sénateurs King (Indépendant, Maine), Cornyn (Républicain, Texas) et Kaine (Démocrate, Virginie) ont [introduit](#) une proposition de loi bipartisanne visant à établir une nouvelle commission sur la stratégie américaine contre la Chine. Cette proposition, [accueillie](#) favorablement par plusieurs dirigeants de l'armée américaine, chargerait cette nouvelle commission, établie pour deux ans, de « développer une approche globale de l'ensemble du gouvernement sur la manière dont les États-Unis devraient relever les défis économiques, sécuritaires et diplomatiques posés par la Chine ». Le sénateur Cornyn a estimé que « faire face aux menaces de la Chine est le plus grand impératif de sécurité de notre génération ». La commission proposée compterait 20 membres, dont deux co-Présidents désignés par le Congrès et le Président J. Biden, 6 membres de l'exécutif, deux sénateurs, deux représentants, et huit membres issus du secteur privé. Son fonctionnement s'inspirerait de celui de la Commission Solarium sur le cyberspace établie en 2018 afin de développer

une approche consensuelle de la lutte contre les cyberattaques. Par ailleurs, le 17 mars, les membres de la Commission des finances du Sénat M. Hassan (Démocrate, New Haven) et T. Young (Républicain, Indiana) ont [réintroduit](#) leur proposition d'*American Innovation and Jobs Act* qui chargerait notamment l'exécutif de concurrencer la Chine sur le terrain de l'investissement dans les capacités d'innovation. La proposition vise à augmenter les crédits d'impôt à la R&D et en étendrait l'éligibilité à un plus grand nombre de startups et de petites entreprises.

### Brèves

➤ Lors d'une [conférence](#) de la *Washington International Trade Association* le 20 mars, la professeure de droit de l'Université de Georgetown K. Claussen et l'associée du cabinet d'avocats Hogan Lovells K. A. Shaw ont souligné les difficultés présentées par la possible conclusion d'un accord entre les États-Unis et certains de leurs partenaires, dont l'UE, afin de permettre à leurs minéraux critiques d'être utilisés dans les véhicules

électriques bénéficiant de subventions aux termes de l'IRA. Elles ont notamment insisté sur l'opposition du Congrès à un tel arrangement et sur les menaces de recours juridiques qui pourraient peser sur un tel accord.

- Les leaders de la Commission des affaires étrangères du Sénat, le démocrate B. Menendez (New Jersey), président de cette commission, et le *ranking-member* républicain J. Risch (Idaho), ont [introduit](#) le 22 mars une proposition de loi en faveur de la désignation de l'Equateur comme bénéficiaire du *Caribbean Basin Economic Recovery Act*, ce qui baisserait les droits de douane imposés par les États-Unis sur les produits originaires de ce pays.
- Le Département du Trésor américain a [imposé](#) de nouvelles sanctions le 21 mars contre un réseau de fourniture d'équipements entrant dans la production de drones iraniens. Ont été ciblés quatre entités et trois individus en Iran et en Turquie.

## Climat - Énergie - Environnement

### 4. Le Secrétaire adjoint à l'énergie des États-Unis se déplace en Amérique du Sud pour approfondir les collaborations énergétiques avec le Brésil, le Chili et l'Argentine

Du 13 au 17 mars 2023, le Secrétaire adjoint à l'énergie des États-Unis, David Turk, s'est [rendu](#) au Brésil, au Chili et en Argentine pour tenir une série de dialogues avec des représentants des gouvernements, des universités, des associations énergétiques et de l'industrie afin d'approfondir la collaboration en matière d'énergie et de climat entre les États-Unis et ces pays d'Amérique du Sud. Le Secrétaire adjoint Turk a souligné l'opportunité pour le continent américain de devenir un exportateur majeur de technologies énergétiques propres. Le voyage a mis en lumière les efforts du Chili et de l'Argentine en tant que membres fondateurs de Net Zero World (NZW). Cette initiative, menée par le Département de l'Énergie américain (DoE), a pour but d'établir des partenariats avec les pays adhérents afin de mettre en œuvre leurs engagements en matière d'ambition climatique et d'accélérer leur transition énergétique.

Au Brésil, le Secrétaire adjoint Turk a rencontré le Secrétaire à la planification et à la transition énergétiques Thiago Barral pour discuter de leur

engagement bilatéral dans le cadre du Forum américano-brésilien de l'énergie (USBEF) et des possibilités de renforcer la collaboration en matière de gestion du carbone et du méthane, d'énergie nucléaire, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. Le Secrétaire adjoint Turk a rencontré des entreprises brésiliennes, en particulier dans le domaine de l'énergie nucléaire civile, des carburants durables pour l'aviation, de l'éolien en mer, de l'hydrogène propre, des technologies solaires, ainsi que de la transmission et du stockage de l'énergie.

Au Chili, le Secrétaire adjoint Turk a rencontré le Ministre de l'énergie Diego Pardow pour échanger sur les progrès réalisés par le Chili dans le cadre du programme NZW et sur l'approfondissement de la collaboration dans les domaines de l'hydrogène et des minéraux critiques. Il a également organisé une table ronde avec 30 entreprises des énergies propres et des minéraux critiques pour discuter de l'aide à apporter à ces entreprises.

En Argentine, le Secrétaire adjoint Turk a rencontré la Secrétaire à l'énergie Flavia Royón et la Secrétaire aux mines Fernanda Avila pour discuter de leur partenariat en cours dans le cadre de NZW et de la coopération en matière d'hydrogène, d'énergies renouvelables, de nucléaire civil et de réduction du méthane. La Secrétaire Royón et le Secrétaire adjoint Turk se sont [rencontrés](#) plus tôt dans la

journee pour discuter de l'état actuel de la coopération énergétique entre les États-Unis et l'Argentine. Ils ont échangé sur la manière dont les deux pays peuvent tirer le meilleur parti de leur expertise technique pour mettre en place des infrastructures et des chaînes d'approvisionnement entre partenaires, en particulier pour développer davantage les technologies impliquant l'hydrogène et le lithium. Les deux officiels ont souligné l'importance stratégique du développement de la chaîne de valeur du lithium en Argentine. Enfin, toujours en Argentine, le Secrétaire adjoint Turk a également rencontré les ambassadeurs du Royaume-Uni, de l'Australie et du Canada, ainsi que le directeur du bureau de la Banque mondiale, afin de discuter des efforts en cours et des moyens d'approfondir la collaboration future entre ces pays et les entreprises de la région.

## 5 La Californie s'apprête à exiger la transparence sur la fixation des tarifs des carburants

Alors que le prix du gallon (3,8 litres) d'essence avait atteint 6,42 \$ en Californie en 2022 soit un surcoût de 2,81 \$ par rapport à la moyenne nationale, ce qui a engendré des profits records pour l'industrie de 200 Md\$, le Gouverneur Newsom avait promis d'agir par l'institution d'une taxe sur les superprofits pétroliers (Price Gouging Penalty), dont les contours exacts devaient faire l'objet d'une négociation avec le Congrès californien réuni en session extraordinaire (voir Accent du 17 février). Aucun accord n'ayant pu être trouvé à ce stade avec le Congrès, le gouverneur a annoncé un [nouveau projet](#) plus modéré qui consiste à instaurer une nouvelle autorité indépendante, la Division of Petroleum Market Oversight, au sein de la Commission du développement et de la conservation des ressources énergétiques, qui serait chargée de faire toute la transparence sur la fixation des prix des carburants à la pompe. Les prix en Californie y sont plus élevés que dans le reste du pays depuis 2015 et ce surcoût souvent appelé « *mystery gasoline surcharge* » ne peut pas s'expliquer par le seul effet de l'accise et des taxes annexes qui sont les plus importantes du pays. Cette nouvelle division, qui sera composée d'experts du marché des hydrocarbures et d'économistes, aurait de larges pouvoirs d'enquêtes et d'auditions sur l'ensemble de la chaîne économique du marché pétrolier. Ainsi, les obligations qui pèsent sur les producteurs, les raffineries, les transporteurs ou les distributeurs seraient renforcées par la communication d'informations additionnelles, plus précises ou sur une fréquence accrue. Par exemple, les raffineries

brutes et nettes ainsi que les coûts opérationnels de manière mensuelle. De même, les propriétaires de pipelines ou les exploitants des ports seraient astreints à la communication de leurs capacités et de leurs disponibilités. La même division serait dotée du pouvoir, qu'elle serait libre d'exercer en fonction de la disponibilité des stocks et des prix du gallon, de fixer une marge brute maximum de raffinage et de fixer une pénalité, croissante selon l'importance du dépassement de cette marge maximum. Enfin, elle produirait un rapport annuel sur l'évolution des prix et des revenus fiscaux induits dans lequel elle pourrait proposer des réformes pour assurer un meilleur approvisionnement et des meilleurs tarifs au profit des citoyens californiens.

### Brèves

- En 2022, les exportations américaines de gaz naturel liquéfié (GNL) ont [atteint](#) en moyenne 300 Mm<sup>3</sup> par jour, soit une augmentation de 9 % par rapport à 2021. Les exportations américaines de GNL vers l'Europe ont augmenté de 141 % par rapport à 2021. L'Europe est devenue la principale destination des exportations américaines de GNL en 2022, représentant 64 % (192 Mm<sup>3</sup> par jour) des exportations totales. Quatre pays - la France, le Royaume-Uni, l'Espagne et les Pays-Bas - ont représenté 74 % des exportations américaines de GNL vers l'Europe.
- En 2022, les États-Unis ont [établi](#) un nouveau record pour les exportations de produits pétroliers, en hausse de 7 % par rapport à 2021. Les exportations ont atteint en moyenne 5,97 millions de barils par jour (b/j) en 2022 (en hausse de 405 000 b/j par rapport à 2021). Les exportations américaines de produits pétroliers - qui ne comprennent pas le pétrole brut - ont plus que doublé depuis 2010.
- Le 15 mars, le Département de l'Énergie américain (DoE) a [annoncé](#) la mise à disposition de 750 M\$ pour des travaux de recherche, de développement et de démonstration visant à réduire le coût de l'hydrogène propre. Ce financement constitue la première phase des 1,5 Md\$ prévus par la loi bipartite sur les infrastructures pour faire progresser les technologies de l'électrolyse. Les centres régionaux d'hydrogène propre (H2Hubs), les incitations fiscales prévues par l'*Inflation Reduction Act*, ainsi que les activités de recherche, de développement et de démonstration en cours dans le cadre du programme sur l'hydrogène du DoE, ont pour objectif de produire de l'hydrogène à 1\$/kg d'ici une décennie. Le DoE envisage d'accorder

de multiples aides financières sous la forme d'accords de coopération, avec une période d'exécution d'environ 2 à 5 ans.

- Le 17 mars, le Département de l'Énergie américain (DoE) a [annoncé](#) l'octroi de 590 M\$ pour le renouvellement de ses quatre centres de recherche en bioénergie. Ce financement contribue à soutenir la recherche sur la prochaine génération de bioproduits et de bioénergies issus des ressources nationales de biomasse. Le DoE indique que ces filières sont essentielles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, assurer la sécurité énergétique des États-Unis et créer de nouvelles opportunités économiques dans les zones rurales.
- Le 20 mars, la Vice-Présidente Harris, le ministre de l'agriculture Tom Vilsack et le conseiller principal de la Maison-Blanche et coordinateur des infrastructures Mike Landrieu ont [annoncé](#) l'octroi d'un financement de 197 M\$ pour rendre les territoires plus résistants aux incendies de forêt et renforcer la réponse du gouvernement fédéral, des États et des collectivités locales. Ces fonds proviennent du nouveau programme Community Wildfire Defense Grant, une initiative de 1 Md\$ financée dans le

cadre de la loi bipartisanne sur les infrastructures. Ces fonds aideront plus de 100 collectivités à risque dans 22 États ainsi que 7 tribus à élaborer et à mettre en œuvre des plans de protection contre les incendies de forêt.

- Le 21 mars, lors du Sommet de la Maison-Blanche sur la conservation, le Président Biden a [annoncé](#) de nouvelles actions pour conserver et restaurer les terres et les eaux à travers le pays, notamment en établissant le Monument national Avi Kwa Ame dans le Nevada et le Monument national Castner Range au Texas. Le président a également demandé à la Secrétaire au commerce d'envisager d'exercer son autorité pour protéger toutes les eaux américaines autour des îles éloignées du Pacifique. Ces actions et engagements s'appuient sur le programme de conservation des terres et des eaux «America the Beautiful». Le Président Biden poursuit la mise en œuvre de ce programme afin d'atteindre l'objectif national de conservation d'au moins 30 % des terres et des eaux américaines d'ici à 2030.

## Industrie

### 6. Le Département américain du Commerce précise les « garde-fous pour la sécurité nationale » de son programme CHIPS for America

Le Département américain du Commerce (DoC) a publié le 21 mars une proposition de réglementation concernant les garde-fous pour la sécurité nationale associés à son programme d'incitation pour l'industrie des semi-conducteurs. Ces garde-fous visent à éviter que les technologies et les innovations financées par le CHIPS & Science Act américain ne soient utilisées à des « fins malveillantes » par des « pays préoccupants ».

Pour mémoire, trois règles principales du volet sécurité du CHIPS & Science Act, qui allouera plus de 39 Md\$ de subvention à l'industrie, avaient déjà été présentées par les équipes du programme CHIPS for America : (i) les fonds du programme ne peuvent pas être utilisés pour investir à l'étranger ; (ii) les bénéficiaires du programme sont dans l'interdiction d'investir dans les « pays préoccupants » (*countries of concern*) pour la fabrication de semi-conducteurs pendant 10 ans ; et

(iii) la conduite d'efforts conjoints de recherche ou de licence technologique avec une entité étrangère « préoccupante » (*foreign entities of concern*) est prohibée.

La nouvelle proposition identifie comme faisant partie des pays « préoccupants » concernant la sécurité nationale les pays suivants : la République populaire de Chine (RPC), la Russie, l'Iran et la Corée du Nord. Elle définit également un cadre plus précis de classification des semi-conducteurs par technologie. Le DoC définit ainsi les puces « *mature-node* » utilisées pour certaines activités stratégiques (ex : informatique quantique) comme des puces « essentielles à la sécurité nationale » (*critical to national security*). La classification en tant que puces essentielles ouvre le droit au DoC de réguler ces technologies d'une manière comparable aux technologies avancées. Enfin, la proposition de réglementation harmonise les mécanismes du DoC avec ceux des mesures de contrôle des exportations et avec l'Investment Tax Credit (ITC) du Département américain du Trésor.

Concernant l'interdiction d'investissement dans les pays préoccupants pendant 10 ans, la

réglementation expose des éléments de définition concernant les seuils de ces investissements. Pour les semiconducteurs les plus avancés, le DoC définit une transaction interdite par les conditions suivantes: 100 000 \$ d'investissement, ou une augmentation des capacités de production de plus de +5%. Pour les technologies plus anciennes de semiconducteurs, la proposition de réglementation indique que l'expansion ou la construction de nouvelles infrastructures ne doit pas dépasser une augmentation des capacités de production de plus de +10%. Elle stipule également que les bénéficiaires ne peuvent construire de nouvelles

installations que si leur production « adresse principalement » le marché intérieur du pays étranger où les puces sont produites.

Le DoC sollicite les commentaires du public sur cette proposition de réglementation pendant 60 jours, et entend publier la réglementation finale dans le courant de l'année. Il rappelle son contact étroit avec les partenaires et alliés des États-Unis pour la mise en œuvre du CHIPS & Science Act et affirme vouloir continuer à soutenir un écosystème mondial des semiconducteurs sain et à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales.

---

## Distribution et divertissement

### 7. Quatre groupes de parfumerie, dont l'américain International Flavors & Fragrances, font l'objet d'une enquête antitrust coordonnée

Les quatre plus grands fournisseurs de parfums au monde ont fait l'objet de perquisitions mercredi, dans le cadre d'une action coordonnée des autorités de régulation suisses, britanniques, américaines et européennes pour collusion présumée et autres pratiques anticoncurrentielles. Les entreprises Firmenich, Givaudan (Suisse), Symrise (Allemagne) et International Flavors & Fragrances (États-Unis) fabriquent des éléments

chimiques qui entrent dans la composition de produits allant des parfums aux dentifrices, en passant par les détergents. Elles contrôlent à elles seules environ 60% du marché mondial.

« Il existe des soupçons selon lesquels [ces entreprises] ont coordonné leur politique de prix, interdit à leurs concurrents d'approvisionner certains clients et limité la production de certains parfums », a déclaré mercredi la Comco, l'autorité suisse de régulation de la concurrence. Les quatre entreprises ont confirmé qu'elles faisaient l'objet d'une enquête. International Flavors & Fragrance n'a pas émis de commentaires additionnels.

---

## Agriculture et industrie agroalimentaire

### 8. Auditionné par la Commission agricole du Sénat, Tom Vilsack a défendu son bilan et réaffirmé son engagement pour les petites et moyennes exploitations agricoles

À l'occasion d'une audition de trois heures, [menée](#) par la Commission agricole du Sénat, le 16 mars, le ministre de l'Agriculture, Tom Vilsack, est revenu sur ses priorités et ses actions pour répondre aux enjeux agricoles, alimentaires et ruraux des États-Unis, au travers et au-delà du prochain *Farm Bill*. L'ensemble des sujets majeurs de l'actualité agricole, qui cristallisent les oppositions entre les élus républicains et démocrates, ont été évoqués. Si certains, notamment la présidente de la Commission, Debbie Stabenow (D-MI), ont remercié et félicité le ministre pour les investissements « historiques » réalisés dans divers domaines depuis l'adoption du dernier *Farm Bill* en 2018, d'autres, comme le leader de l'opposition

John Boozman (R-AR), ont en revanche été plus critiques vis-à-vis des dépenses de l'USDA. Dans ses propos introductifs, John Boozman a également reproché au ministre les réponses tardives de son administration à ses questions, ce à quoi Tom Vilsack a répondu que des questions plus spécifiques étaient nécessaires.

Le ministre a poursuivi sa déclaration introductive en réitérant sa volonté de venir en aide aux 90% d'agriculteurs qui n'ont pas ou pas majoritairement tiré de revenus de leurs activités agricoles durant les deux dernières années de bénéfices record pour l'agriculture américaine. Selon Tom Vilsack, il s'agit d'un problème ancien qui doit encourager à trouver des sources de revenus supplémentaires pour les agriculteurs. Son objectif est de maintenir un maximum d'actifs dans le domaine agricole et de valoriser toutes les tailles d'exploitation.

Sur la question des programmes d'aide alimentaire, en particulier la réévaluation controversée du Thrifty Food Plan qui devrait conduire à une hausse

de 300 Md\$ des dépenses obligatoires du SNAP sur 10 ans, Tom Vilsack a affirmé que cette mise à jour était exigée par la *Farm Bill* 2018 et effectuée sur la base des prix de l'alimentation, des modes de consommation et des recommandations diététiques. Il a donc justifié la hausse des allocations par l'augmentation des prix et l'évolution des pratiques alimentaires. Il a indiqué qu'aucune disposition n'imposait que les conséquences de la réévaluation soient budgétairement neutres.

Sur les sujets environnementaux, Tom Vilsack a considéré que l'utilisation des ressources du [Commodity Credit Corporation](#) pour le subventionnement des projets intelligents face au climat, sans consultation préalable du Congrès, était en accord avec les règles et les volontés des organisations agricoles.

Concernant les programmes visant à renforcer la concurrence sur les marchés de transformation de la viande, le ministre a expliqué que le montant des aides versées pour la construction d'usines indépendantes dépendait de l'ampleur des projets présentés, ce qui pouvait amener à financer de façon conséquente des installations de propriétaires fortunés. Il a néanmoins estimé que les projets financés étaient de bons projets qui permettraient d'étendre les opportunités de marché. En outre, Tom Vilsack a déclaré que la mise au point d'un vaccin contre la grippe aviaire était encore loin d'être acquise, mais qu'elle était en cours et qu'un travail avec les autres pays était à prévoir pour s'assurer que les produits issus des oiseaux vaccinés soient acceptables pour eux. Des mesures non-vaccinales, comme de biosécurité, sont également à envisager pour minimiser le risque de perturbation de l'industrie. De même, pour ce qui est de la peste porcine africaine, Tom Vilsack a indiqué que l'USDA fournissait une assistance technique à la République dominicaine pour limiter les risques d'importation de la maladie aux États-Unis, mais qu'à Haïti, la présence d'un gouvernement opérationnel était nécessaire pour que cela en soit de même. Il a affirmé une surveillance accrue de la maladie et l'existence à cet effet de centres d'entraînement de chiens en Géorgie.

S'agissant des aides à l'agriculture, Tom Vilsack souhaite que davantage d'agriculteurs issus des minorités ethniques en bénéficient, grâce à un travail de diffusion de l'information sur l'existence de ces subventions, d'accompagnement des agriculteurs au dépôt de leurs dossiers et de simplification des procédures administratives. Il a annoncé que des aides à ces agriculteurs « historiquement discriminés » par les services de

l'USDA devraient être distribuées d'ici la fin de l'année.

En outre, Tom Vilsack a fait part de ses inquiétudes à l'égard des investissements des pays « inamicaux » dans les terres agricoles, notamment situées à proximité de zones sensibles pour la sécurité nationale mais il s'est également interrogé sur le besoin d'un même contrôle pour les investissements de pays possédant actuellement davantage de terres aux États-Unis, comme le Canada, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Tom Vilsack a aussi précisé que les consultations techniques à venir avec le Mexique sur le décret d'interdiction d'importations de maïs OGM viseront à rassurer ce pays sur la sécurité sanitaire de la consommation d'OGM sur la base de nombreuses études scientifiques.

## Brèves

- Dans une réponse aux demandes de la cheffe de l'opposition démocrate de la Commission des crédits de la Chambre des représentants, Rosa DeLauro, sur les conséquences des coupes budgétaires prônées par la majorité républicaine, Tom Vilsack a [étudié](#) deux scénarios budgétaires possibles pour l'USDA : un premier scénario qui suppose un niveau de financement égal à celui de l'année fiscale 2022 et un second qui suppose une réduction de 22 % (-6,15 Md\$) des financements des programmes gouvernementaux. Dans les deux hypothèses, les niveaux de financement seraient en-deçà des projections des besoins actuels, ce qui « menacerait la sécurité et le bien-être de dizaines de millions d'Américains, élèverait le risque de sans-abrisme pour des dizaines de milliers d'Américains et conduirait à ce que des dizaines de milliers de familles d'agriculteurs n'aient pas accès au crédit et à l'aide dont ils ont besoin pour continuer à cultiver ». À titre d'exemple, le nombre mensuel de bénéficiaires du WIC pourrait diminuer d'environ 250 000 sur plus de 6 millions, sous le premier scénario, et de 1,18 à 1,5 million, sous le second scénario.
- Le Président Biden a [proclamé](#) le 21 mars 2023 la journée nationale de l'agriculture, en l'honneur de « tous les agriculteurs, fermiers, éleveurs, pêcheurs, forestiers et autres travailleurs agricoles qui font tant pour rendre la Nation forte, alimenter l'économie et protéger les terres ». Si l'année 2023 marque les 50 ans de cette journée de sensibilisation à l'agriculture, lancée à l'initiative de l'association *Agriculture Council of America*, cette journée n'a cependant été proclamée par un président qu'à sept reprises.

- La FDA (food and drug administration) a donné son feu vert à la consommation de la viande de poulet cultivée en laboratoire (Lab grown chicken) par la startup californienne d'Alameda [GOOD Meat Inc.](#) La viande proposée est issue d'une culture en laboratoire de cellules souches de volaille. Ce faisant elle a reconnu que cette viande de poulet présentait l'ensemble des conditions nécessaires à la rendre propre à une consommation humaine sans danger. Elle doit encore obtenir

l'autorisation de commercialiser son produit par le ministère de l'agriculture (US Agriculture department). Jusqu'à présent, cette même startup était la seule à détenir une autorisation de commercialisation de ses nuggets de poulet dans la cité État de Singapour. Son CEO a annoncé qu'il a un partenariat avec le chef José Andrés qui proposera sa viande dans son restaurant de Washington DC dès cette dernière étape franchie.

## Numérique et innovation

### 9. La FTC se penche sur l'action des plateformes en matière de lutte contre la fraude à la publicité en ligne, ainsi que sur les pratiques commerciales des fournisseurs de Cloud

Le 16 mars, la Federal Trade Commission (FTC) a [annoncé](#) avoir sollicité des informations à des plateformes dont Meta, TikTok, YouTube, et Twitter concernant la manière dont ces plateformes détectent et limitent les publicités trompeuses pour lutter contre les escroqueries, et contre les produits frauduleux et contrefaits. Selon l'agence, les consommateurs ont déclaré avoir perdu plus de 1,2 Md\$ en 2022 à cause de la fraude publicitaire provenant de ces plateformes de médias sociaux. La FTC recueillera des informations sur les normes et les politiques des entreprises relatives aux publicités payantes et leurs processus de surveillance de la conformité à ces normes et politiques. La FTC exige également que les entreprises déclarent leurs revenus publicitaires, ainsi que le nombre de vues publicitaires, notamment pour les publicités impliquant des catégories de produits et services plus susceptibles d'être trompeuses, telles que celles destinées à traiter, prévenir ou guérir les troubles liés à l'utilisation de substances. La FTC souhaite également mieux comprendre la prévalence de la publicité trompeuse sur les réseaux sociaux et les plateformes de streaming vidéo, ainsi que les consommateurs susceptibles d'être lésés par cette publicité. L'étude devrait également faire la lumière sur la manière dont les plateformes créent des publicités, notamment *via* l'utilisation de l'intelligence artificielle générative.

Séparément, le 22 mars, la FTC a [annoncé](#) solliciter les commentaires du public sur les pratiques commerciales des fournisseurs de cloud computing, afin d'analyser les problèmes liés au pouvoir de marché de ces entreprises, l'impact sur

la concurrence et les risques potentiels pour la sécurité. Par cet effort, la FTC cherche à mieux caractériser la dynamique concurrentielle du marché du cloud computing, les degrés de dépendance de certains segments de l'économie sur les fournisseurs de services cloud, et les risques de sécurité associés aux pratiques commerciales de l'industrie. Outre l'impact potentiel sur la concurrence et la sécurité des données, la FTC s'intéresse également à l'impact du cloud computing sur des secteurs spécifiques, notamment la santé, la finance, les transports, le commerce électronique et la défense. La FTC sollicite des commentaires sur (i) la mesure dans laquelle des segments particuliers de l'économie dépendent d'une petite poignée de fournisseurs de services cloud; (ii) la capacité des clients du cloud à négocier leurs contrats avec les fournisseurs de cloud; (iii) la mesure dans laquelle les fournisseurs de cloud se font concurrence sur leur capacité à fournir un stockage sécurisé pour les données des clients; (iv) les types de produits ou de services proposés par les fournisseurs de cloud basés sur ou liés à l'intelligence artificielle; et (v) la mesure dans laquelle les fournisseurs de cloud identifient et informent leurs clients des risques de sécurité liés à la conception, à la mise en œuvre ou à la configuration de la sécurité.

### 10. Le CEO de TikTok se défend lors d'une audition au Congrès

Le 23 mars, Shou Chew, le CEO de TikTok, était [entendu](#) pour la première fois par le comité de la Chambre des Représentants sur l'Énergie et le Commerce. Républicains et Démocrates ont attaqué l'entreprise pour ses liens présumés avec le gouvernement chinois. La présidente du comité, Cathy McMorris-Rodgers (R-WA), a déclaré que « *TikTok nous surveille tous et le Parti communiste chinois est capable de l'utiliser comme un outil pour manipuler l'Amérique dans son ensemble.* »



*Nous ne croyons pas que TikTok adoptera un jour les valeurs américaines. TikTok devrait être interdit*». Cependant, certains Démocrates, comme le représentant Frank Pallone Jr. (D-NJ) ont fait allusion au fait que TikTok n'était pas la seule plateforme nuisible, appelant à une législation fédérale plus générale sur la protection des données personnelles pour mieux réglementer la manière dont les entreprises basées aux États-Unis comme Meta et Google collectent et partagent des données sur leurs utilisateurs. Shou Chew a notamment déclaré que TikTok n'a jamais partagé ni reçu de demande de partage de données d'utilisateurs américains avec le gouvernement chinois, et que TikTok n'honorait pas une telle demande si elle était faite. Selon lui, « *ByteDance n'est pas un agent de la Chine ou de tout autre pays, et n'est ni détenu ni contrôlé par le gouvernement chinois.* » Il a également déclaré que TikTok avait son siège à Los Angeles et à Singapour, et que les données américaines étaient stockées aux États-Unis. Malgré le consensus large contre l'entreprise TikTok, un groupe de législateurs démocrates, dont le représentant Jamaal Bowman (D-NY), a tenu une conférence de presse avec une vingtaine de créateurs et d'influenceurs américains sur TikTok pour soutenir l'entreprise, vantant les avantages de l'application pour les petites entreprises et les créateurs de contenu. Plutôt que d'interdire TikTok, ce groupe estime que le Congrès devrait plutôt se concentrer sur l'adoption d'une législation fédérale sur la protection des données personnelles.

## Brèves

- Le 21 mars, Google a [annoncé](#) commencer à ouvrir l'accès à Bard, son système d'IA générative, aux États-Unis et au Royaume-Uni.
- Le 20 mars, Amazon a [annoncé](#) son intention de licencier 9 000 employés supplémentaires dans les prochaines semaines.
- Dans un papier de recherche du 23 mars, des chercheurs d'OpenAI et de l'Université de Pennsylvanie ont [estimé](#) que 80 % de la main-d'œuvre américaine pourrait avoir au moins 10 % de son travail affecté par des outils comme ChatGPT, et 19 % des travailleurs peuvent s'attendre à ce qu'au moins 50 % de leurs tâches soient affectées par la technologie. L'étude, qui a examiné plus de 1 000 professions, a déterminé que les industries telles que les services de traitement de données, les services d'information, les industries de l'édition et les compagnies d'assurance sont susceptibles d'être les plus exposées à la technologie.
- D'après Phil Spencer, responsable de la division « jeux vidéo » de Microsoft, l'entreprise prévoirait de lancer un magasin d'applications pour les jeux vidéo disponibles sur les smartphones iPhone et Android dès l'année prochaine si son acquisition d'Activision Blizzard est approuvée par les régulateurs.
- Un projet de loi a été déposé au Congrès de Californie qui obligerait les grandes plateformes Internet à partager leurs revenus publicitaires, sous la forme d'une redevance pour journalisme, avec des éditeurs de contenus lorsqu'ils vendent des espaces publicitaires concomitamment à des nouvelles.

## Santé

### 11. Illumina subit une forte pression de la part de ses investisseurs pour renoncer à la fusion avec Grail

De nombreux actionnaires d'Illumina ont [manifesté](#) leur mécontentement vis-à-vis de la poursuite du rachat de Grail par l'entreprise Illumina. La décision de conclure l'acquisition de 7,1 Md\$ en août 2021, malgré les objections des régulateurs, a déconcerté de nombreux investisseurs et est en grande partie responsable de la réduction de moitié de la capitalisation boursière de l'entreprise. Grail, qui fabrique des tests de détection du cancer, a perdu environ 600 M\$ l'année dernière, ce qui a réduit les

benefices d'Illumina. En outre, Illumina, qui fabrique des produits de séquençage génétique, a provisionné 453 M\$ pour les amendes qu'elle pourrait encourir de la part des régulateurs européens pour avoir conclu l'accord avant d'avoir obtenu l'autorisation réglementaire. En outre, pour tenir compte du risque d'une vente forcée à perte, Illumina a procédé à une dépréciation de 3,9 Md\$. Alors qu'Illumina fait toujours appel à la juridiction européenne sur la transaction, de nombreux investisseurs ont demandé à l'entreprise d'abandonner la transaction. L'investisseur activiste Carl Icahn a ainsi annoncé mi-mars 2023

lancer une course aux procurations, affirmant dans une lettre virulente que la direction s'était engagée dans des actions irréflechies. M. Icahn, qui détient 1,4% des actions de la société, a proposé trois candidats au conseil d'administration. Dans une seconde lettre datée de mercredi, il a précisé que son objectif était de forcer la cession de Grail.

## 12. Moderna justifie le prix de son vaccin devant la Chambre des représentants

Le CEO de Moderna, Stéphane Bancel, a [défendu](#) l'augmentation prévue du prix de son vaccin contre la Covid-19 devant la commission Health Education, Labor and Pensions (HELP) du Sénat le 22 mars 2022, arguant que le prix de 130 \$ est conforme à sa valeur et que l'entreprise a déjà rempli ses obligations envers le gouvernement fédéral – Moderna a reçu 1,7 Md\$ de la Biomedical Advanced Research and Development Authority (BARDA) pour l'aider à mener de vastes essais cliniques sur le vaccin Covid.

Le président de la commission HELP du Sénat, Bernie Sanders (I-Vt.), ainsi que d'autres législateurs républicains comme démocrates, ont insisté auprès du dirigeant de l'entreprise pharmaceutique pour obtenir des détails sur le programme d'assistance

aux patients promis par l'entreprise après la fin de l'urgence de santé publique. Ils ont également demandé des précisions sur les raisons pour lesquelles le prix du vaccin aux États-Unis était si élevé.

« Je ne peux pas dire que le prix sera inférieur à celui des autres pays », a répondu M. Bancel lorsque M. Sanders lui a demandé si les États-Unis paieraient un prix plus élevé que les autres pays pour le vaccin de l'entreprise.

## Brèves

- Sanofi a [annoncé](#) son intention de plafonner à 35 \$ par mois le coût de son insuline la plus prescrite, Lantus, pour les personnes bénéficiant d'une assurance privée, à l'instar d'Eli Lilly et de Novo Nordisk. Ainsi, les plus grands fabricants américains d'insuline se sont tous engagés à réduire le coût de leurs produits, alors que le président Biden et certains membres du Congrès ont exprimé le souhait que le secteur privé plafonne les coûts de l'insuline pour l'ensemble des patients, alors que l'*Inflation Reduction Act* prévoit de limiter les coûts mensuels du médicament pour les bénéficiaires de l'assurance-maladie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.